

Intellectuel engagé et militant : Réfléchir, agir et provoquer le changement

Par **Dominique Caouette**

Rencontrer Pierre Beudet ne laissait jamais indifférent – les mondanités étaient brèves et rapidement les échanges devenaient riches en idées et soutenues irrémédiablement par un plan d'action. Dans mon cas, ces premières conversations remontent à 1997 alors qu'*Alternatives* était encore à ses débuts, mais déjà en plein essor. C'était alors l'époque de la « fin de l'histoire », l'apogée du néolibéralisme et les balbutiements d'une réponse radicale et populaire qui commençait à s'articuler autour des résistances aux différents projets d'intégration économique, entre autres l'ALÉNA, la ZLÉA, l'APEC, et surtout l'OMC.

Pierre avait déjà conscience des défis que ce nouveau contexte géopolitique et idéologique posait tant pour la solidarité internationale que pour l'action des ONG. Fort de son expérience de militance de gauche tant québécoise qu'au-delà, il posait déjà un regard critique sur l'institutionnalisation de l'aide internationale et des écueils pour la solidarité entre les peuples. Cette préoccupation et son souhait de voir le monde de la coopération internationale évoluer pour être en synchronisme, ou même à l'avant-garde de la résistance au néolibéralisme ambiant et envahissant, allait guider ses actions pour les deux prochaines décennies. Tout d'abord au sein d'*Alternatives* qui se définira rapidement comme un nexus et point de rencontre entre les mouvements sociaux locaux et globaux et les organisations de solidarité internationales, et puis dans le monde universitaire. Souvent perçu comme impatient et prêt à débattre avec les bien-pensants et professionnels de l'aide et de la coopération, il était mené, je crois, par la conviction profonde qu'il fallait remettre en question les pratiques établies et résister à l'imposition par les agences de financement et d'aide internationale de cadres restreints et restrictifs de gestion. Il préférait voir éclore de nouvelles formes d'internationalisme et de pratiques émancipatrices, comme le souligne Raphaël Canet dans son texte.

Au milieu des années 2000, Pierre fera le saut vers le monde universitaire en joignant l'École de développement international et mondialisation à l'Université d'Ottawa où il place sa pratique d'internationaliste engagé et d'intellectuel organique, pour reprendre l'expression consacrée, au cœur de ses enseignements. Cette expertise, unique à son parcours, allait rapidement être reconnue et contribuer de manière significative à l'essor de l'École. D'ailleurs, il devient rapidement Directeur adjoint de l'École et coordinateur du baccalauréat, poste qu'il occupera jusqu'à 2017. Par la suite, il poursuit son expérience universitaire à l'Université du Québec en Outaouais. Ce bond vers le monde universitaire allait lui permettre aussi d'écrire et partager un savoir riche et incarné. On assiste en fait à un véritable tsunami de publications, parfois comme auteur, à d'autres moments à titre de co-auteur ou co-directeur d'ouvrage. L'étendue et la densité intellectuelle de celles-ci sont le reflet d'années de réflexions personnelles, de rencontres et de conversations avec d'autres militants.es et intellectuels.les

engagés.es tant ici qu'un peu partout dans le monde. Autre élément unique à l'habitus « Beaudetien » : ses écrits s'inscrivent dans la pratique ou invitent à l'action. Quelques titres sont évocateurs : « On a raison de se révolter » (2008), « Passer de la réflexion à l'action » (2013), « L'internationale sera le genre humain ! » (2015).

En parallèle, cette période prolifique est aussi marquée par un authentique effort de synthèse pédagogique, tant en français qu'en anglais, des travaux, approches et théories qui ont marqué et marquent encore les études du développement international. Le tandem « Introduction to International Development » (Oxford University Press) et « Enjeux et défis du développement international » (Presses de l'Université d'Ottawa), qui en sont à leur troisième et quatrième édition respectivement, en sont les exemples les plus probants. Ces ouvrages phares, dont la lecture est requise pour de nombreux de cours, sont aujourd'hui incontournables pour quiconque cherche à comprendre de manière érudite et critique la vaste nébuleuse que constitue le développement international.

Enfin, on ne peut que saluer et souligner un autre chantier intellectuel de Pierre, qui est d'avoir systématisé de manière réflexive l'histoire particulière et la manière de vivre la coopération et la solidarité internationale au Québec. La conclusion de sa monographie « Qui aide qui? Une brève histoire de la solidarité internationale au Québec » (2009), retranscrite ci-dessous, reste tout aussi pertinente qu'au moment de sa parution. Elle illustre bien, ce que Gramsci a écrit, et qui à mon avis était sa devise, agir avec « le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté ».

Qui aide qui? (extrait)

Par **Pierre Beaudet**

Que peut-on penser après avoir parcouru tant de questions compliquées? Certes, on peut s'abandonner à un sentiment de découragement. Dans un récent bilan sur la famine dans le monde, Oxfam International faisait état d'une importante croissance de la pauvreté « extrême » dans le monde qui toucherait 2,7 milliards d'humains, soit près de 50 % de la population mondiale. De ces pauvres, 400 ou 500 millions connaissent une famine quasi permanente. Concrètement, 24 000 personnes, en majorité des enfants, meurent de faim chaque jour! Est ce acceptable?

En Afrique subsaharienne, dans de vastes parties de l'Asie et en Amérique centrale, on n'a pas besoin de chercher la misère, elle est partout. Elle nous envahit et nous déprime. En Inde, dans la province du Bihar (centre du pays), j'ai vu des villages où les paysans sans terre sont traités comme des sous-humains, dans un état de famine permanente, soumis à des violences extrêmes. C'est scandaleux et plus qu'étonnant, car on dit de l'Inde qu'elle est « émergente », avec un taux de croissance élevé et un poids de plus en plus grand dans l'économie mondiale. Toutefois, de l'autre côté du miroir, la réalité, ce

sont des centaines de millions de personnes soumises à l'injustice. Jusqu'à quand une telle situation va-t-elle perdurer ?

À côté de la misère, il y a la guerre. Notre monde semble engouffré dans un conflit qui risque d'embraser un vaste « arc de crises » en Asie et en Afrique et peut-être dans d'autres régions du monde. L'Irak, la Palestine et l'Afghanistan ont été et demeurent des zones de violence extrême, mais à côté de ces cas bien documentés, il y a plus d'une trentaine de conflits de grande envergure, qui font d'innombrables victimes. Cela, sans compter les situations dramatiques dans certains pays où on peut dire, sans trop craindre de se tromper, qu'il est « minuit moins cinq ». Que va-t-il se passer avec cette prolifération des conflits ?

S'ajoute la crise environnementale. Sur la côte orientale de l'Afrique, dans une vaste zone qui descend de la Somalie jusqu'au Mozambique, 180 millions de personnes sont directement menacées puisqu'elles sont affectées en même temps par la sécheresse croissante liée au réchauffement climatique et par la montée des mers. Le même drame guette le Bangladesh, le Vietnam et plusieurs autres pays asiatiques.

J'ai travaillé pendant trente ans dans le domaine de l'aide humanitaire, et une question lancinante ne me quitte plus : que faire pour changer cela ? Cette même angoisse étreint des dizaines de milliers de travailleurs humanitaires et d'internationalistes qui, pourtant, chaque jour persistent et signent, dans une détermination qui ne flanche pas. Dans les jours de grisaille, cependant, nous nous demandons parfois si nous ne sommes pas des Don Quichotte de l'époque contemporaine !

De la solidarité au « développement »

Si on regarde les choses un peu plus « calmement », on se pose d'autres questions. D'abord, il faut se souvenir du long parcours dont il est question dans cet essai. Au début, l'aventure de la solidarité internationale était dans les mains de la société civile, laïque (et de gauche) et, surtout, missionnaire. Puis, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle est devenue chose d'État, dans une perspective de coopération. Un temps, solidarité et coopération se sont croisées dans une sorte d'« âge d'or » où à peu près tout le monde, la gauche comme la droite, pensait que le tiers-monde allait s'en sortir par le « développement ». Mais peu à peu, ce développement s'est enlisé. Dans la partie du monde restée dans l'orbite des pays occidentaux, le « décollage » prédit par Rostow et la Banque mondiale n'est pas survenu. Au contraire, comme l'ont expliqué les théoriciens de la dépendance, on s'est enfoncé dans le même système qui a reproduit l'inégalité. Dans les pays proches de l'URSS, le bilan n'a guère été plus reluisant.

Par contre, il y a eu des exceptions. L'une d'elles, la plus notable, reste la Chine post-révolutionnaire, au début très dépendante de l'URSS, mais qui peu à peu a pris son envol. En fin de compte, l'expérience chinoise, aussi controversée qu'elle soit, démontre que le développement n'est ni la croissance

économique ni l'aide internationale, mais un processus complexe par lequel des sociétés s'affranchissent de la tutelle des autres, « autoréalisent » leur propre potentiel¹.

Aujourd'hui, la Chine n'est plus dépendante. Et avec moins de 6 % des terres cultivables du monde, cette société nourrit 22 % de la population mondiale. Ce n'est pas un mince accomplissement, qui résulte de luttes et de résistances dans un pays qui, tout au long du XX^e siècle, était menacé de dislocation par les grandes puissances. Certes, cette Chine est maintenant traversée par de nouvelles contradictions, entre les riches et les pauvres, entre la bureaucratie corrompue du Parti/État et les citoyens « ordinaires » et sous le poids de bien d'autres fractures complexes.

Sur le fond, l'aventure de la Chine s'est vécue d'une manière et selon un processus que réclamaient les pays du tiers-monde à Bandoeng en 1955 : respect, souveraineté, dignité, coopération et aide mutuelle. Et c'est aussi pour cela que les pays du tiers-monde, à l'époque où ils pensaient changer le monde, voulaient la paix, la coexistence pacifique, la non-ingérence et le droit de choisir leurs propres modèles de développement économique.

D'hier à demain

Pour ceux qui sont sceptiques (à juste titre), il y a une sorte de réponse, ambiguë certes, mais affirmative, à la question qui se pose naturellement devant l'ampleur des défis, voire des catastrophes. On peut dire : « oui, c'est possible ! ». « Oui, on peut sortir de la misère et de la dépendance ! ». Effectivement, autour de nous, des sociétés semblent expérimenter un processus d'émancipation à la fois semblable et différent de ce qui a été connu dans les années de l'après-guerre. En Amérique latine notamment, au Brésil, au Venezuela, à Cuba, en Argentine, on voit des projets inédits qui repoussent le mal-développement et on voit aussi des efforts pour se solidariser avec les pays les plus pauvres de l'hémisphère, comme la Bolivie, l'Équateur, Haïti. On a beau avoir le cœur endurci, c'est quelque chose de rencontrer des pauvres des *barrios* de La Paz et des bidonvilles de Port-au-Prince sourire parce que, pour la première fois de leur vie, ils peuvent amener leur enfant voir un médecin ! Un jour, dans une favela du Brésil, un curé « rouge », élu municipal du PT, m'a dit que pour lui, la révolution, c'était de faire en sorte que chaque enfant ait un verre de lait par jour. C'était modeste, mais en même temps tellement radical, dans le contexte brésilien en tout cas.

Cette solidarité qu'on sent palpable en Amérique latine est porteuse et reflète une atmosphère de changement social et de lutte pour la justice. Ce n'est pas un hasard si des centaines de jeunes Québécois suivent chaque an les traces d'un jeune médecin argentin appelé Che Guevara, à la recherche de solutions alternatives dans la *Patria Grande* des Amériques.

1 Voir à ce sujet Yash Tandon, *Ending Aid Dependency*, Fahamu Books, 2008.

Réformer l'aide?

Avec de nombreux collègues des ONG et de l'ACDI, j'ai participé à tant de colloques, de séminaires, d'études, pour regarder comment l'APD pouvait devenir plus efficace et répondre davantage aux besoins des peuples. En 2007, les parlementaires à la Chambre des communes ont voté unanimement pour un projet de loi préparé par les ONG et approuvé par des représentants des quatre partis, et qui stipule que l'aide canadienne doit d'abord et avant tout contribuer à la réduction de la pauvreté et rester conforme aux normes internationales concernant les droits humains. C'est la preuve qu'on peut convaincre, expliquer, motiver. Certes, des beaux principes affichés à la pratique, le chemin est long...

Si on doit comprendre une seule chose, c'est que l'aide, même lorsqu'elle est bien utilisée, a un rôle modeste. Ceux qui veulent concrètement aider devraient tout bonnement « réfléchir à la manière de se rendre utile » et de préparer la relève.

Évidemment, le système actuel, tellement lourd, plein de conditions, dépendant des « experts » et des « assistants techniques » (trop) bien payés, ne va pas dans ce sens. Ce qui ne signifie pas que l'aide n'a pas de rôle à jouer. Ça dépend comment. Ça dépend quand. Ça dépend où.

En réalité, le « système » (la « grosse machine ») est de moins en moins performant, nonobstant les efforts pour le réformer, l'améliorer, le transformer, comme le propose année après année le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Réunis à l'automne 2008 à Accra (au Ghana), les représentants des États et des organisations de la société civile ont constaté que les mêmes pratiques se perpétuent, notamment l'imposition de conditions aux pays qui reçoivent de l'aide, le manque de transparence, l'aide « liée » et le fait qu'une énorme proportion de l'aide (plus de 30 %) revient aux pays riches (les salaires et les frais de l'assistance technique).

Présentement, rien n'indique, du moins à court terme, que les gouvernements des pays du Nord seront en mesure d'éradiquer ces pratiques. On voit de moins en moins de personnalités politiques au pouvoir ou proches du pouvoir faire de la bannière du développement et de l'aide internationale un grand projet collectif. On peut se demander où sont passés les Gérin-Lajoie de ce monde. Reste la bonne volonté des agents et des agentes qui œuvrent dans les agences de développement, comme à l'ACDI, et qui essaient, souvent dans des conditions surréalistes, de répondre honnêtement aux besoins des communautés que l'aide est censée soutenir. Ces gens sont admirables et nous disent une chose : il faut continuer à se battre, notamment pour éviter que l'aide au développement ne soit totalement détournée en fonction des impératifs politico-économico-militaires du moment.

Avec tous ceux et celles qui travaillent sur le terrain, la lutte pour remettre le développement international sur ses pieds implique de revenir à une politique qui respecte des conventions internationales, dont l'architecture reste le système de l'ONU, irremplaçable et qu'on doit défendre devant les assauts de l'unilatéralisme états-unien et l'arrogance des agences de financement international.

Le changement viendra d'en bas

Rien de tout cela n'arrivera, à moins d'une formidable pression de la société au Nord comme au Sud. Après tout, les avancées du développement il y a soixante ans n'ont pas été un « cadeau » ni un « accident », mais le résultat de gigantesques mobilisations sociales animées par les syndicats et la social-démocratie dans plusieurs pays du Nord, et par les mouvements de libération nationale dans le tiers-monde. C'est la même chose maintenant. On ne peut attendre de ceux qui détiennent le pouvoir et la richesse qu'ils changent, à moins qu'ils ne soient mis dans une situation où il faut changer, par nécessité plutôt que par vertu ! Quand les pauvres disent *basta*, c'est le début de la transformation.

Or la chose encourageante est que ce processus de mobilisation mondiale reprend vie, sous nos yeux, avec d'autres formes, un autre langage, d'autres objectifs. Le Forum social mondial, par exemple, ce grand « réseau de réseaux », est non seulement un mouvement de résistance contre les politiques dominantes actuelles, mais un laboratoire où s'expérimentent de nouvelles avenues pour le développement social. Aujourd'hui, ces initiatives sont appuyées et valorisées par des États et des gouvernements qui ont décidé, comme en Bolivie, au Brésil ou en Équateur, de réorienter les priorités vers les besoins des gens. Dans ce contexte, le rôle d'« incubateur » joué par les mouvements sociaux et les ONG devient encore plus important, pour proposer des stratégies alternatives, outiller les communautés, développer de nouveaux savoirs et lancer les débats.

Les grandes mutations

Depuis quelque temps, l'économie mondiale traverse des turbulences, un peu comme si l'« âge d'or » de la mondialisation était du passé. Des crises financières, boursières, alimentaires, environnementales et militaires se succèdent. Dans une autre optique cependant, peut-être un peu plus philosophique, la crise peut être une grande mutation pour notre humanité, une occasion de repenser le monde. Du côté des mouvements sociaux, les propositions abondent. Concrètement, il faut remettre les institutions au service des objectifs du développement social et de la protection de l'environnement. Il faut exclure du monde de la marchandise des « biens communs », nécessaires à la survie des humains, à commencer par la nourriture et l'eau. Tout cela sera probablement impossible si on ne réduit pas, en même temps, les dépenses militaires, pour en réorienter les sommes vers le renforcement et la relance du secteur public. Quand on pense que la seule guerre en Irak a coûté 3 000 milliards de dollars² !

Face aux défis actuels du tiers-monde, un programme d'inspiration keynésienne est tout à fait dans l'ordre du possible. La suppression immédiate et totale de la dette, loin d'être une catastrophe, relancerait la production et le commerce (une dette qui de toute façon a été payée plusieurs fois). La mise en place de nouvelles institutions internationales pour réguler l'économie est un ordre du jour

2 Voir J. Stiglitz, *The Three Trillion War: The True Cost of the Iraq Conflict*, W. W. Norton, 2008.

dont on voit les embryons, notamment en Amérique du Sud (Banque du Sud, Alliance bolivarienne pour les Amériques, etc.), et qui implique la suppression ou la limitation des institutions comme la Banque mondiale et le FMI. Les nouvelles institutions dont on rêve pourraient être refondées et s'appuyer sur celles qui existent au sein du système de l'ONU et qui ont été mises en « veilleuse » ou dévoyées par les politiques néolibérales (on pense au PNUD, à la CNUCED, etc.).

La réforme agraire, nécessaire face aux centaines de millions de paysans sans terre, l'amélioration des conditions dans les bidonvilles où se concentre maintenant la majeure partie de la population dans le tiers-monde, l'imposition de standards minimaux quant aux conditions de travail (et la suppression des zones d'exploitation intensives tournées vers les marchés extérieurs), des programmes proactifs pour garantir l'égalité entre les hommes et les femmes, la protection des millions d'enfants en leur garantissant la sécurité physique et légale, seraient autant de mesures qui permettraient non seulement de relancer l'économie, mais d'établir un monde plus juste, plus équitable.

Entre-temps, l'aide au développement doit être relancée, renforcée, réorientée en fonction des intérêts des pays du tiers-monde, « déliée » des impératifs économiques et politiques du Nord. Une partie importante de cette aide devrait être négociée avec les pays du Sud pour réparer les immenses dégâts environnementaux créés par des décennies de pillage des ressources. Les agences de développement international, telles que l'ACDI, de même que les ONG, devraient faciliter ces processus, sans égard aux virages et changements politiques au sein de l'Etat canadien.

De la patience et de la détermination

Tout au long de l'« aventure » de la solidarité, et en particulier de la mienne, il y a eu beaucoup de déceptions, voire d'échecs. Même en constatant les avancées ici et là, il n'est pas évident de garder motivation et espoir. Appelons cela, comme le disait Gramsci, « le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté ».

Mais au travers de tout cela, l'impensable est parfois devenu réalité. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud revit après des décennies de racisme et de colonialisme, en partie (mais pas seulement) parce que des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées contre l'apartheid, y compris au Québec. J'ai eu la chance, non, le privilège d'être un modeste participant dans cette grande lutte d'émancipation.

Plus récemment, les autochtones boliviens ont tenté de sortir de l'enfer de l'exclusion, avec l'aide d'une petite armée d'internationalistes français, brésiliens, vénézuéliens et aussi de jeunes Québécois qui viennent des réseaux altermondialistes comme Alternatives, où j'ai eu le bonheur de travailler.

Au Népal, des paysans sans terre considérés comme des « sous-humains » par l’affreux système de castes s’imposent au gouvernement et proposent un « grand compromis ». Je le sais, mes étudiants de l’Université d’Ottawa sont sur place, invisibles, généreux, dévoués, à l’écoute.

Ce sont des moments magiques, et il y en a bien d’autres, qui maintiennent l’espoir et la conviction.

Remerciements

Ce texte est tiré de la conclusion (chapitre 5) de l’ouvrage de Pierre Beaudet, *Qui aide qui? Une brève histoire de la solidarité internationale au Québec* (Montréal, Boréal, 2009, pp. 173-183). Nous souhaitons remercier chaleureusement les Éditions Boréal ainsi que les proches de Pierre de nous avoir permis de reproduire ici cet extrait.